

## **CHAPITRE 9**

### **À mains nues**

Dès le 2 janvier, les Gilets jaunes se mobilisent, à l'occasion d'un hommage aux premiers blessés du mouvement. Le regroupement, prévu à proximité de la place de la Concorde, fait immédiatement l'objet d'un encerclement. Après deux heures d'attente dans le froid, 43 personnes sont embarquées pour un contrôle d'identité au commissariat. Éric Drouet en fait évidemment partie, qui a suggéré ce rassemblement : il est arrêté pour « organisation d'une manifestation non déclarée ». Sur le coup, tout le monde s'offusque, puis l'information se perd. Il faudra un an à Jacques Toubon, le « Défenseur des Droits » sollicité par les manifestants, pour se décider à rendre ses conclusions, qualifiant ce contrôle massif d'« interpellation déguisée » et réclamant des sanctions contre la hiérarchie policière, jusqu'au commissaire divisionnaire qui a supervisé l'affaire.

Aucune sanction ne sera évidemment prise mais peu importe, voici pour l'heure du carburant dans la préparation de l'acte VIII, alors que l'année commence à peine. La veille du jour tant attendu, une note confidentielle atterrit au ministère de l'Intérieur. Elle émane d'Alsetex, le fabricant de la désormais fameuse grenade de désencerclement dite GLI-F4. Le prestataire de l'État y explique que ces grenades lacrymogènes explosives (pourvues de TNT) présentent de graves défauts « identifiés mais non résolus ». Son fabricant la reconnaît explicitement comme défectueuse, ce qui ne nous empêchera pas de la retrouver chaque samedi en manifestation, jusqu'au triste record de cinq mains arrachées. Record en cours ! Son ancêtre, l'OF1, avait été interdite après la mort de Rémi Fraisse sur la ZAD de Sivens.

Les premiers éborgnés donnent aussi du fil à retordre au fabricant suisse des lanceurs de balles de défense, qui se plaindra publiquement que les munitions adaptées qu'il propose n'aient pas été retenues par le ministère, qui en a fait faire d'autres pour moins cher, un peu comme une cartouche d'encre « générique » encrasse fatalement une imprimante. Ici le problème est évidemment balistique : les balles en caoutchouc *low cost* ne partiraient pas droit mais déviaient légèrement vers le haut, arrivant alors en pleine poire au lieu d'atteindre le plastron dûment visé. Quoi qu'il en soit, on sait que les policiers en charge de ces armes « non létales » ne sont quasiment pas formés. « En guise d'entraînement, on regarde le formateur en tirer deux, puis on en tire une chacun, dans le meilleur des cas, le tout une fois par an » est ce qui ressort en substance des témoignages des CRS concernés. Christophe Castaner choisit d'économiser les balles à l'entraînement plutôt que sur le terrain, et d'économiser aussi *sur* les balles, plutôt que de garantir l'intégrité physique de manifestants qui exercent un droit constitutionnel.

Lorsque l'acte VIII commence, je suis en train de charger la voiture pour remonter vers la capitale. Cette semaine de coupure m'a fait du bien, mais je suis impatient de rentrer pour retrouver ma meute, cette cohorte impulsive mais bienveillante, tous ces copains qui m'ont pas

mal manqué. C'est depuis les aires d'autoroute que j'apprends les développements de la journée, et ils valent leur pesant d'or.

Déjà, les Gilets sont bel et bien de retour, dans une grande « Bonne année ! » jeté au visage de ceux qui prétendent les gouverner. Partout en France, ils ont montré que le froid glacial de ce 5 janvier ainsi que la proximité immédiate des célébrations arrosées du nouvel an n'ont en rien entamé leur détermination. À Paris, c'est le premier acte « déclaré », dans la formule ancienne. Un simple échange de mail suffit, pas de déplacement à la préfecture pour une signature physique, et un tracé honnête qui passe par le centre de Paris. La première vraie « marche ». Mais lorsqu'elle dévale au milieu du Louvre et des Tuileries, fatalement, la foule s'échauffe. Elle déboule ensuite sur le quai, puis doit franchir la Seine par la passerelle Sédar-Senghor, mais le chemin est hermétiquement bouché. La masse tente bien de s'y engouffrer mais se heurte à une ligne compacte de gendarmes mobiles aux boucliers serrés. « Laissez-nous passer ! » « C'est déclaré ! » « On est pacifiques ! », la première ligne hurle son incompréhension. Juste derrière, une foule compacte rangée derrière une énorme banderole (« Vous nous rendrez des comptes » sont les mots qui sobrement la recouvrent) commence sérieusement à s'impatienter. Déjà ça s'ébroue sur les côtés, par les escaliers qui permettent de rejoindre le quai en contrebas. Les manifestants s'agglutinent contre la ligne de gendarmes, commencent à pousser, et la tension monte alors d'un coup. En passe d'être submergé, l'un des cerbères lâche une grenade explosive au milieu de la foule compacte, dans les pieds, permettant à son escadron (dit « de marche » dans leur jargon, mais empiriquement « en marche » à leur corps plus ou moins défendant) de se dégager temporairement. Quelques minutes passent, au son de la Marseillaise.

Mais la pression est trop forte à l'arrière, et la poussée reprend rapidement. Aux premiers rangs, une grande silhouette se détache, l'une des rares qui n'arbore pas le gilet fluorescent. Venu avec sa femme et un ami, Christophe Dettinger exhorte à haute voix les gendarmes de laisser passer le cortège. En guise de réponse, il obtient un jet de pulvérisateur lacrymogène dans les yeux. Près de lui, au même moment un autre manifestant coincé contre la rambarde du pont est frappé à la tête. Dettinger se venge alors d'un coup de pied solide qui fait vaciller son vis-à-vis puis participe à la poussée qui s'ensuit, mais le pack doit à nouveau reculer sous l'effet des gaz incapacitants. Puis les gendarmes mobiles restent à nouveau désespérément immobiles. Muets, ils n'informent pas la foule des motifs qui les poussent à arrêter le cortège en cet endroit précis, pour la raison désormais banale qu'ils n'en ont absolument aucune idée. On leur a dit de contenir, point.

Ils subiront donc une troisième charge, et cette fois-ci leur ligne est enfoncée. Par la grâce des multiples téléphones portables tenus à bout de bras par tous ceux qui ont filmé cette longue scène, que certains appelleront par la suite « la bataille du pont », nous avons tous les angles à notre disposition. On y voit un gendarme mettre une femme en rouge à terre au moment de la poussée, et commencer à la matraquer. Christophe Dettinger, positionné juste derrière lui, le pousse alors en sens opposé, côté rambarde. Le gendarme se jette au sol plutôt que de risquer de passer par-dessus bord, comme le lui commandent ses réflexes élémentaires de survie lorsque le théâtre d'opérations se situe en hauteur, sur un pont, avec la certitude de s'écraser sur le quai ou de mourir noyé dans la Seine, fatalement engoncé dans 25 kg de lest. En situation de faiblesse, il se fait alors rouster par celui qui s'avèrera être boxeur professionnel. Des poings

d'abord, des pieds ensuite, Dettinger laisse éclater sa rage durant quelques secondes puis s'extrait de la gangue pour se retrouver derrière la ligne de gendarmes qui se reconstitue rapidement. Le pandore qui a subi l'assaut du boxeur a bien entendu repris sa place au milieu de ses collègues, comme si de rien n'était puisqu'une paire de baskets et des poings nus ne vaudront jamais une bonne armure (il invoquera, peut-être à la demande de sa hiérarchie, une blessure psychologique pour demander un arrêt de travail). L'un d'entre eux dégoupille alors une grenade qu'il jette nonchalamment en l'air, au-dessus de la foule, ce qui est en théorie formellement interdit.

Dettinger n'est pas le seul à avoir réussi à passer la frontière noire, et ils sont quelques-uns à attendre leurs frères de mouvement au beau milieu de la passerelle vide. Mais cette passerelle est taquine. Son design tout en courbes élégantes intègre un second passage, depuis le quai, débouchant directement au milieu de l'ouvrage par une travée très serrée que bloquent cinq malheureux gendarmes. Ils sont supposés murer l'entrée de ce goulot d'étranglement dans lequel la densité augmente à vue d'œil. Sur le pont, deux membres de la BAC vêtus de noir et le visage masqué comme il se doit, patrouillent le LBD à la main, braqué à hauteur de visage avec un seul mot à la bouche : « Dégage ! ». Ça gaze à nouveau à l'entrée du pont, avec l'énergie du désespoir pour contenir une foule qui sait qu'elle finira bien par passer. Ça commence à gazer aussi en plein milieu, sur l'étroite embouchure qui monte du quai. Les refoulés reviennent, très énervés, et l'affrontement est désormais inévitable. Dettinger, qui assiste à la scène par au-dessus, enjambe d'un bond le parapet et atterrit littéralement entre un gilet jaune et le gendarme qui s'apprêtait à lui montrer lequel des deux a le monopole de la violence légitime. La précision de sa danse de boxeur et la détermination qu'il affiche font instinctivement reculer les cinq hommes qui gardaient le goulot. Le manifestant qui marche à côté de lui, engailardi, envoie un coup de pied dans le bouclier qui lui fait face, et Christophe Dettinger s'enflamme alors lui aussi, dans le style qu'il connaît le mieux.

Pendant trente longues secondes, il mettra en échec une ligne de gendarmes mobiles, boxant sans relâche le bouclier qu'on lui oppose – un coup atterrira cependant sur la visière – jusqu'à recul complet des cerbères et libération d'une partie de la foule. Une fois en haut, aucun gendarme ne tente de l'appréhender. Dettinger se paye même le luxe d'aller retrouver les siens qui n'ont toujours pas pu accéder au pont, fendant à contre-sens les bras levés la ligne qui les en empêche.

Le soir venu, il fait évidemment la une des émissions spéciales. Qui peut bien être cet athlète téméraire qui s'attaque de la sorte aux forces de l'ordre ? Sur tous les plateaux, il est pestiféré, le symbole d'une violence incontrôlable qui s'exprime désormais par des empoignades aux allures de bataille de rue. Les représentants du mouvement qui s'expriment ce soir-là dans les grands médias sont gênés aux entournures. Mais il suffit d'un rapide coup d'œil sur les réseaux sociaux pour s'apercevoir que le mystérieux vengeur à bonnet y jouit d'un prestige immédiat et massif. « J'ai mal réagi, mais je me suis défendu », plaidera Christophe Dettinger dans la vidéo qu'il publie le lendemain de cette fameuse journée. Il a choisi de se rendre. Sa ganache fait toutes les couvertures, zoomée au maximum dans les avis de recherche. On en est presque à proposer une récompense pour sa capture, comme dans les westerns. « J'ai la colère du peuple en moi », explique-t-il pour justifier le coup de sang qui a changé sa vie. En sanglots, il conclue sa courte intervention en incitant « le peuple français, les gilets jaunes, à continuer le combat,

pacifiquement, mais à continuer le combat ». À son audience, il sera défendu par Gwenaëlle, la femme en rouge. Atteinte d'un emphysème pulmonaire et en rémission d'un cancer du sein, elle a préféré se faire libérer par le boxeur que se faire matraquer au torse, comme le gendarme avait commencé à le faire. « Il m'a sauvé la vie », dira-t-elle devant ceux qui sont chargés de juger Christophe. Christophe, le gitan. « Il n'est pas gitan, lui, si ? Il ne parle pas comme un gitan ! », s'interrogera Emmanuel Macron, ce bienveillant ami du peuple.

Mais aussi intense que soit cette séquence sur le pont, le boxeur ne parviendra pourtant pas à s'accaparer tout le temps d'antenne de la soirée. Car une fois la manifestation repartie, elle put s'offrir le très chic et solennel 7<sup>e</sup> arrondissement, quartier des ministères et de tout ce qui est officiel. Un feu de joie fait de quelques palettes réchauffait alors les cœurs rue de Grenelle, lorsque certains entreprirent d'inspecter le chariot élévateur de poche (dit « transpalette » ou Fenwick) qui traînait non loin de là, nonchalamment abandonné par les services de la mairie. Les clés étaient dessus, dis donc ! Et voilà le petit véhicule qui remonte la rue sous les hourras. Ils sont une dizaine juchés sur le véhicule, comme à la parade, et rejoignent un petit groupe stationné devant un grand portail. C'est celui du secrétariat d'État de Benjamin Griveaux, alors porte-parole du gouvernement.

L'engin oblique alors en direction de la grande porte, se déleste de ses occupants les plus précaires et fonce sans réfléchir vers son destin de transpalette le plus connu de France. Les lames métalliques qu'il arbore à sa proue s'enfoncent sans problème dans le bois épais du portail, qui éclate dans un concert d'éclats de rires. À l'intérieur, le maître des lieux est subitement extirpé de sa zone de confort. Dans la chaleur de son bureau, il devisait tranquillement avec un journaliste du Monde venu l'interroger sur on ne sait quel sujet. Peut-être l'impact de sa sortie méprisante sur « les fumeurs de clopes qui roulent au diesel » ? J'en doute. Toujours est-il qu'au moment où il devait – on suppose – expliquer à son interlocuteur que « tout va bien, la situation est sous contrôle », il s'est retrouvé à prendre ses jambes à son cou, détaler tête baissée tel le lapin avec le journaliste à ses basques dans une retraite par l'arrière, à travers les jardins du ministère puis la cour d'un immeuble voisin débouchant sur une rue adjacente. L'homme est sauf, son honneur beaucoup moins.

Les quatre passagers du Fenwick présents au moment de l'impact finiront comme il se doit au tribunal. Ils invoqueront une ambiance bon enfant, une montée d'adrénaline plutôt digne de joyeux drilles que de casseurs professionnels ou de révolutionnaires sanguinaires. Il est vrai qu'ils n'ont même pas songé à pénétrer dans l'enceinte du ministère. Mais le ministre n'est évidemment pas de cet avis. « Ils ont attaqué la maison France ! », et la République, et tout le tintouin. « Non, ils t'ont attaqué toi ! » lui répondra Michel Onfray quelques jours plus tard dans un texte fameux. Toi et ta clique. Toi dont l'opportunisme affleure comme seul et unique moteur à chaque ligne de ton foutu curriculum vitae, une carrière disséquée avec un luxe de détails par un jeune avocat dont le nom commence à circuler dans le mouvement, un certain Juan Branco. Toi, Griveaux, le jeune loup dévoré par l'ambition, tu termineras ta course un an plus tard tout pile dans le sordide d'une vidéo disqualifiante, toi dont le mépris à l'endroit de ton peuple a conduit certains de ses éléments à venir aujourd'hui défoncer ta porte. Et si tu ne sais pas ce qu'est le peuple, réfère-toi à cette définition du même Onfray, puisque c'est tout simplement « ceux sur qui s'exerce le pouvoir, et qui savent qu'ils ne l'exerceront jamais ».

Ceux qui devront toujours subir, sans espoir d'être réellement maîtres et maîtresses de leurs vies. Des vies suspendues à des gens comme toi, qui refusent de s'en montrer digne.

Il est dangereux d'avoir raison quand le gouvernement a tort, mais c'est le destin de tout bloc hégémonique patiemment constitué. Car nous sommes stratégiquement désunis, mais sociologiquement majoritaire. Et là encore, la presse est unanime, l'épisode est scandaleux, l'outrage est inqualifiable, cela va de soi. Mais dans les discussions du quotidien, du comptoir à la machine à café, il en est peu pour se plaindre du surcoût de menuiserie et de peinture occasionné par cette petite virée en chariot élévateur. Car il faut ratisser au peigne fin les rangs épars du macronisme pour trouver les quelques-uns qui assimilent encore le petit chéfaillon défaillant Griveaux à un quelconque symbole républicain digne d'être défendu.

Mais ce n'est pas terminé ! D'autres symboles aussi sont convoqués aujourd'hui, car le 5 janvier, c'est le jour de la première véritable agression de journalistes de chaînes d'informations en continu par des éléments radicaux, et c'est la très décriée BFM TV qui ouvre le bal. Ses reporters avaient jusqu'ici essuyé des quolibets, parfois des insultes, le plus souvent des refus de répondre à leurs questions maladroitement ou orientées, mais avec cette petite vengeance s'ouvre alors un second front de la guerre des pauvres contre les pauvres, après celle menée face aux forces de l'ordre. Car les plus gros salaires médiatiques ne quittent jamais les plateaux, laissant le terrain aux pigistes précaires qui font le boulot dans des conditions difficiles. Avant cet acte VIII, certains d'entre eux se sont plaints de ne pas reconnaître leurs reportages une fois montés et diffusés à l'antenne. La plupart ne sont pas de mauvais bougres, quand bien même ils n'afficheraient pas un soutien appuyé au mouvement au péril de leur carrière et du remplissage de leur frigo. Les reporters d'images de la chaîne annoncent qu'ils feront grève le lundi suivant, et ils sont décidément plus à plaindre qu'à tabasser, me dis-je avant de m'endormir avec sept heures de route dans les jambes.

Le voyage s'est déroulé sans accroc, tout le monde est bien rentré, la famille est rassurée, mais en fait pas vraiment. « C'est trop dangereux, n'y retourne pas ! » entends-je des femmes qui encadrent ma vie. Qu'elles se rassurent au moins temporairement, aucun des jeunes musiciens à qui je délègue mes prestations « grand public » du samedi ne sont disponibles pour assurer le prochain. Je vais donc devoir m'y coller, à mon grand désespoir. J'évite de signaler à ma compagne et à ma mère que le lendemain dimanche se tient la première manifestation des « Femmes Gilets jaunes ». Je sais bien qu'elles n'ont pas l'intention d'y aller. C'est dommage, je trouve la référence jolie à quelques 230 années d'intervalle avec la marche des femmes sur Versailles. « Toute révolution commence véritablement lorsque les femmes s'en mêlent » ont dit quelques grands historiens. Mais les Gilets jaunes sont déjà un mouvement paritaire, depuis le tout début, et j'avoue n'apprécier que mollement ce que je ne peux m'empêcher de voir comme l'ouverture d'un prémice de front secondaire dans un bloc jusqu'ici homogène. Si le récit de cette manifestation particulièrement émouvante me rassure, la suite des événements ne me donnera pas toujours tort. Je retiens néanmoins le titre ridicule d'un quotidien bien connu qui a confondu « les femmes gilets jaunes » avec « les femmes *de* gilets jaunes », justifiant à lui tout seul la tenue d'une telle manifestation. Un défilé d'ailleurs parfaitement calme ponctué malgré tout de gaz lacrymogène, qui se conclura par une nasse interminable sur la place de l'Opéra. Même cause, mêmes effets !



La semaine qui suit, on ne parle que de cagnotte. Il est interdit de financer une éventuelle amende par des appels au don ? Qu'à cela ne tienne, celui qui concerne Christophe Dettinger est en réalité destiné à sa femme, pour l'aider à supporter les longs mois qui se profilent durant lesquels elle devra subvenir aux besoins du ménage sans le salaire de son mari. Plus de 130 000 euros seront levés en deux jours seulement, avant que Leetchi ne décide de bloquer le compte d'autorité. Interrogée sur cette affaire, l'urticante Marlène Schiappa s'abstiendra de mentionner la violence policière exercée sur des femmes (on l'attendrait plutôt là-dessus vu le titre de son ministère), mais exigera de la plate-forme qu'elle lui communique la liste des donateurs. Le gouvernement obtiendra finalement cette fameuse liste, et une centaine de personnes seront convoqués quelques mois plus tard par la police pour s'expliquer sur leur générosité suspecte.

En ce tout début d'année, les nouvelles arrivent aussi de l'étranger. On sait déjà que de nombreux peuples en lutte autour de la planète ont adopté le gilet jaune comme symbole, les vidéos qui nous arrivent d'un peu partout l'ont suffisamment prouvé. Mais cette fois-ci c'est la très austère agence financière new-yorkaise Bloomberg qui apporte sa contribution au débat français par un article au vitriol. Macron vient d'annoncer sa « loi anti-casseur » (en réalité anti-manifestants) qui doit être votée dans l'urgence au mois de mars, et le titre choisi par les analystes les plus autorisés de Wall Street a le mérite de la clarté, avec cette efficacité toute américaine : « *La réponse de Macron au mouvement des Gilets jaunes fait passer Vladimir Poutine pour un tendre.* » Car malheureusement il y a du vrai dans cette outrance.

L'acte IX, c'est la première déclaration de tracé faite par Faouzi. Mais les règles ont changé : désormais, il faut se déplacer en préfecture, négocier le tracé avec les autorités, le signer de son nom, etc. Rapidement, les services du préfet suggéreront puis tenteront d'imposer des tracés bidons, démesurément longs, à travers des quartiers périphériques, mais pour l'heure on traverse encore Paris de long en large. Aujourd'hui, les Gilets jaunes partiront de Bercy, siège du ministère de l'Économie et des Finances, fourmilière à mandarins convertis à l'austérité budgétaire (sauce bruxelloise) entre deux aller-retours par le secteur bancaire. Les manifestants ont prévu de rallier la place de la Bastille, puis le boulevard Haussmann jusqu'à l'Étoile. Apprenant le tracé, les Grands Magasins ont décidé de fermer leurs portes, sans hésiter, en ce premier jour des soldes. C'est dire la tension qu'il y a dans l'air tandis qu'en fin de matinée quelques 40 000 personnes se pressent sous les fenêtres de Bruno Le Maire, et j'enrage de ne pouvoir y être.

Il fait toujours très froid, et je m'aperçois rétrospectivement que j'ai eu la prospective fainéante. Prévoir ça au printemps, c'est d'un classique... Éviter les années de coupes du monde, quel mépris pour mes compatriotes, je ne m'en rendais même pas compte. Car les faits sont là : nous nous sommes rassemblés dans les frimas de l'automne finissant, et nous vivons nos moments les plus forts au cœur d'un hiver particulièrement rigoureux battant tous les records. Qui plus est, une victoire en coupe du monde toute fraîche (incroyable !) n'a eu aucun effet sur nous. Il n'est venu à l'idée de personne de se contenter de la satisfaction sportive, de ce cocorico fugace qui n'a jamais aidé personne à finir le mois.

Toute la semaine, on a vu des vidéos de gitans circuler. Ils veulent venger Dettinger, ils vont déferler sur Paris, etc. Sur cette base, on devait s'attendre à voir Christophe Castaner « manger ses morts » dès le début d'après-midi, mais on pourra attendre longtemps. Coutumiers des

annonces tonitruantes jamais suivies d'effet, « les gitans » nous décevront bien d'autres fois, mais peu importe. La manifestation du jour se déroule dans un calme relatif, malgré les annonces du tenancier de la place Beauvau, ou plutôt les menaces, à l'endroit de « tous ceux qui appellent et qui participent aux manifestations » dont il explique qu'ils seront considérés comme complices des casseurs. Un anathème difficile à tenir, plutôt une vaine incantation.

Surprise : les médias comptent un peu mieux, à moins que ce soit le ministère. Il y avait officiellement 80 000 gilets jaunes en France aujourd'hui. Pas mal, mais peut mieux faire, surtout lorsqu'on sait qu'il y avait exactement le même nombre de policiers et gendarmes mobilisés pour cette journée.

On déplore toutefois quelques nouveaux blessés, malgré la création du premier (et dernier) service d'ordre des Gilets jaunes, les « brassards blancs », qui n'auront pas pu empêcher qu'à nouveau des journalistes se fassent sévèrement remuer. À Saint-Etienne, un ado de 14 ans, réfugié en France avec sa famille depuis six mois à peine, fut aujourd'hui la cible d'un tir de LBD tandis qu'il passait à proximité de la manifestation. Il finira définitivement éborgné. La violence est donc toujours présente au sein du mouvement des Gilets jaunes, d'un côté comme de l'autre. Mais l'accent médiatique reste mis sur les dégradations imputables aux manifestants. Cela n'empêche pas le mouvement de s'ancrer dans la durée, et l'on annonce l'acte suivant comme une évidence, semaine après semaine, sans plus de raison de s'arrêter. Le soutien populaire reste massif, et son rapport à la violence est ambigu : selon un sondage Ifop qui paraît la semaine suivante, 63% des Français condamnent les violences (des manifestants), contre 69% début décembre, un chiffre en baisse malgré l'acte IV, malgré l'acte VIII et ses épisodes les plus épiques, malgré, enfin, une propagande radiotélévisée à un jet continu et munitions illimitées.

Autant de raisons de ne rien lâcher. Depuis un mois je me suis suffisamment tenu éloigné du terrain à mon goût, et il est maintenant plus que temps d'y retourner.

*La suite au prochain chapitre.*

Fabrice Grimal